

Bulletin d'Information

Réseau "Aide d'Urgence et Réhabilitation"

Numéro 2

Tous les documents du réseau sont publiés en français et anglais

Septembre 1994

Editorial

Si le réseau n'a pas pour politique de procéder à des envois "thématiques", le conflit, ses effets et ses conséquences pour les organisations de secours est un thème qui revient souvent dans le Bulletin et les Dossiers qui constituent cet envoi.

Le Dossier N°4 de Koenraad van Brabant est une présentation fascinant et substantielle de l'économie politique du secours et de la réhabilitation dans la 5ème région somalienne de l'Ethiopie orientale. Depuis un siècle, cette zone est tourmentée par le conflit et l'instabilité. Pendant les 20 dernières années, ce conflit et cette instabilité ont précipité d'immenses mouvements de réfugiés entre l'Ethiopie et la Somalie et constituent la toile de fonds des programmes de secours, de réhabilitation et de rapatriement mis en oeuvre de façon presque ininterrompue. De nombreux enseignements peuvent être tirés de la description et de la critique de ces programmes. Très simplement, le document met en exergue le besoin, entre autres, d'une plus grande compréhension de l'histoire, de la culture et de l'organisation socio-économique de la zone et de sa population par ceux qui s'occupent de la conception et de la mise en oeuvre des programmes, d'une meilleure coordination et d'une interprétation plus souple de mandats parmi les organisations intervenant dans des situations aussi difficiles et complexes; et de mécanismes institutionnels assurant la coordination et la continuité plus satisfaisants que les missions spéciales transitoires.

Il est difficile de ne pas conclure que la région ne connaît pas la paix et la stabilité tant que le peuple somali dans son ensemble se verra refuser le droit à l'autodétermination et la possibilité, si c'est son désir, de recréer la "grande Somalie". Les frontières absurdes qui séparent la discord sont une cause non négligeable des événements qui ont motivé les efforts de secours et d'aide à la réhabilitation depuis la Guerre de l'Ogaden de 1977-78, tout en figurant parmi les facteurs limitant l'efficacité de tels programmes. Les anciennes puissances coloniales, responsables en large mesure de la création de ces frontières, doivent assumer le lourd fardeau d'aider les gouvernements et les peuples de la région à résoudre les problèmes qui en découlent.

Depuis la création du CICR en 1863 suite à la Bataille de Solferino dans le nord de l'Italie, ce sont essentiellement les conflits et les besoins humanitaires qui les engendrent qui ont motivé la création et l'expansion des organisations humanitaires. Save the Children Fund, qui commémore actuellement le 75ème anniversaire de sa fondation, fut établi en réponse aux crises des réfugiés et à la sous-alimentation qui ont fait suite à la première Guerre mondiale et au blocus de l'Allemagne par les Alliés.

Dans ce numéro...

Editorial	1
Réactions	3
Actualité	4
Mise à Jour	11
Stages de Formation	15
Conférences	15
Publications	17

Rédaction

John Borton,
Coordinateur du Réseau

Véronique Goëssant,
Administratrice du Réseau

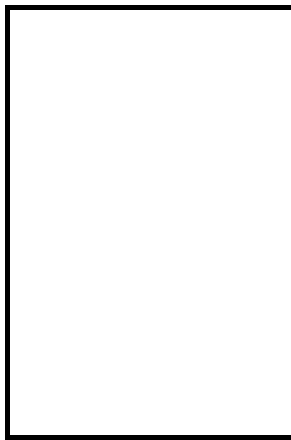
Réseau "Aide d'Urgence et Réhabilitation"
Overseas Development Institute
Regent's College, Regent's Park
Inner Circle, London NW1 4NS, UK
Tel: (44 (0) 171) 4877413
Fax: (44 (0) 171) 4877590
Internet: odi@gnapc.org

ISSN: 1353 8721

© Overseas Development
Institute, 1994

Editorial (continuation)

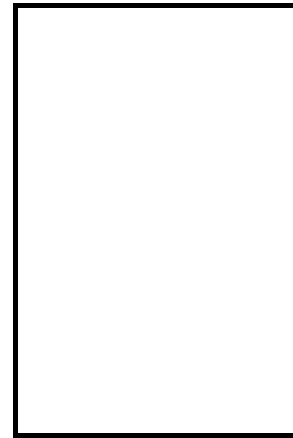
Oxfam fut créé en 1942 afin d'apporter du secours aux victimes de la famine en Grèce occupée par les Nazis. MSF-France et Concern furent établis toutes les deux en conséquence directe des expériences de leurs membres fondateurs lors de la Guerre civile de 1967-70 au Nigéria, qui vit jouer par les ONG un rôle central et controversé dans l'aide à l'endavebia fraise. La croissance des opérations des ONG à travers les frontières pendant les années 1980 les ont amenées à intervenir de plus en plus dans le domaine du secours en zone de conflit. Néanmoins, c'est la fin de la Guerre froide, le déclenchement de nombreuses tensions ethniques et nationalistes et l'attitude plus interventionniste de la communauté internationale qui ont provoqué la croissance la plus spectaculaire du nombre d'ONG s'intéressant à l'apport d'aide humanitaire et de leur venue de leurs interventions dans des zones de conflit.



Exception faite de ces organisations, pour la plupart affiliées aux églises, pour qui la paix et la réconciliation sont au cœur de leur mission, la plupart des ONG internationales s'occupant de l'aide humanitaire ont généralement évité de s'intéresser directement aux efforts visant à empêcher les conflits de se concrétiser. Cette séparation entre la "prévention" et le "secours" s'explique essentiellement par le sentiment que les activités de prévention des conflits étaient plutôt du domaine des services diplomatiques nationaux et du Conseil de sécurité de l'ONU et qu'une participation aux efforts de paix mettrait en cause la "neutralité" des organisations humanitaires. Néanmoins, cette séparation et les liens généralement faibles entre les organisations humanitaires et les mouvements des droits de l'homme et de la paix ont récemment été mis en question et des changements s'annoncent. La suite épouvantable de événements au Rwanda depuis le début d'avril explique en large mesure ce changement d'attitude - de nombreuses organisations se demandent actuellement quelles démarches auraient pu empêcher le génocide et les mouvements en masse de population (voir le

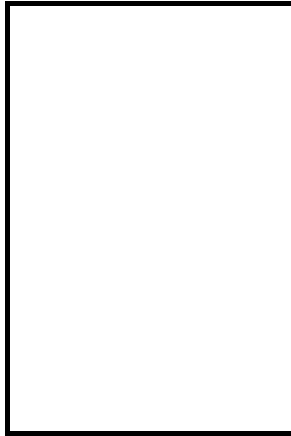
chapitre Actualités). Craignant la recrudescence de la violence au Burundi et voyant d'un oeil critique la réponse lente de l'ONU et des

Etats membres par rapport à l'investigation de la tragédie au Rwanda, certaines ONG soutiennent actuellement le déploiement d'agents chargés de suivre et d'étudier la situation des droits de l'homme dans ces deux pays.



C'est dans ce contexte que le Dossier N°5 de Kumar Rupesinghe, directeur de l'organisation International Alert, est particulièrement opportun. Le tour d'horizon des tendances et recherches récentes en matière de conflits et de la réponse de la communauté internationale à ceux-ci est complété par une présentation de la série d'activités, hominis l'intervention armée, que les ONG et gouvernements pourraient appuyer ou entreprendre eux-mêmes dans le domaine de la prévention des conflits. Du fait de leur participation aux projets de secours et de développement dans des pays où les tensions augmentent, les ONG disposent souvent d'informations sur la situation dans des zones d'informations sur la situation dans des zones particulières que de nombreux services diplomatiques/derenseignement n'ont pas. Or, il semble que ces informations ne sont pas toujours utilisées au mieux par ces organisations. Le document présente une liste utile de contacts pour les membres du réseau souhaitant se renseigner davantage sur les groupes et institutions oeuvrant dans les domaines des droits de l'homme et de la paix/des conflits.

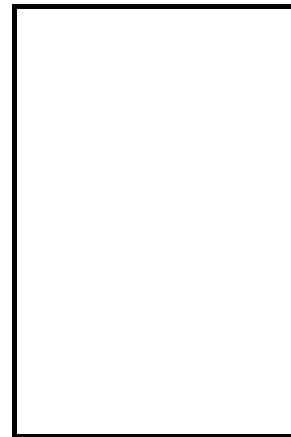
Les événements au Rwanda et aux alentours pendant les six derniers mois et les opérations massives d'aide humanitaire lancées par la communauté internationale sont susceptibles de générer un grand nombre de documents et de échanges au sein du réseau. Le Dossier N°6 représente la première contribution au débat. L'auteur, Susanne Jaspars, a travaillé en qualité de nutritionniste pour le compte du HCR dans le camp de Benaco en Tanzanie occidentale. Elle présente un compte rendu et une évaluation préliminaire des opérations d'aide alimentaire dans le camp pendant les toutes premières semaines après l'afflux initial de 170.000 personnes le 28 avril. A en juger par les taux de sous-alimentation, de morbidité et de mortalité, la réponse des autorités tanzaniennes, des organes de l'ONU et des ONG face à cet afflux sans précédent a été performante et fait contraste à leur réponse à l'afflux de réfugiés burundais vers la Tanzanie en octobre 1993. Le document décrit les programmes d'aide alimentaire dans le camp et cherche à identifier les facteurs qui ont contribué à cette



document étudie ces thèmes et d'autres questions suscitées par l'expérience de Benaco et esquisse quelques enseignements pouvant être tirés de celle-ci.

Huit organisations humanitaires parmi les plus importantes et établies le plus longtemps ont publié cette année un Code de conduite visant à préciser, pour la première fois, des normes universelles de base régissant les activités d'aide des ONG en cas de sinistre. Le Code représente un pas important et opportun dans le processus global d'amélioration de l'efficacité et de la responsabilité des ONG s'occupant de l'aide humanitaire. Le Code établit dix points de principe auxquels toutes les ONG doivent adhérer dans le cadre de leur réponse aux sinistres. Ses trois annexes décrivent les relations que les intervenants lors des sinistres doivent chercher à établir avec les gouvernements bailleurs de fonds, les gouvernements d'accueil et le système onusien. Le Dossier N°7 reproduit le texte intégral du Code accompagné d'un avant-propos préparé par le Coordinateur du réseau.

Néanmoins, les programmes d'aide alimentaire ont posés des problèmes à plusieurs égards, notamment par rapport au contrôle de la population "apparente" du camp en l'absence d'un enregistrement officiel. De telles difficultés ont abouti à des différends publics entre le PAM, responsable d'approvisionner le camp en vivres, et le HCR, responsable de coordonner les distributions de vivres à l'intérieur du camp. Le



Réactions

Suite au premier envoi du réseau, nous avons reçu plusieurs commentaires positifs, certains desquels sont reproduits ci-dessous :

"Vraiment bien fait et utile" - Debbie Guha Sapir, ECHO/CRED, Bruxelles.

"Il donne d'excellentes informations de première main et nous pouvons en apprendre beaucoup de choses pour nos activités... Nous sommes heureux de faire partie du Réseau" - Kabi Gangmei, Directeur exécutif, Comité de secours et de développement du nord-est de l'Inde, Shillong

"Le réseau a certainement bien démarré" - Randolph Kent, Cellule d'appui inter-organisations, DHA - Genève.

"Très informatif", Directeur exécutif adjoint, Caritas-Inde, New Delhi.

Ces commentaires sont certainement bienvenus, mais nous sommes un peu déçus de n'avoir pas reçu de commentaires ou des suggestions plus substantiels. Alors, si vous, les membres du réseau, avez des opinions sur le contenu et le format des envois du réseau, n'hésitez pas à nous écrire !

Adhésion au Réseau

Cet envoi inclut une liste par pays des membres actuels du réseau. A l'heure actuelle, le réseau a un total de 190 membres appartenant à 94 organisations différentes. Ce nombre s'accroît constamment et nous nous attendons à ce qu'il atteigne 400 à la fin de 1995.

Il est évident que nous n'avons pas réussi à susciter beaucoup d'intérêt parmi les organisations francophones et nous avons pour priorité

pendant les prochains mois d'encourager une plus grande participation de celles-ci au réseau. En recrutant le troisième membre de l'équipe (voir annonce ci-dessous), nous souhaitons embaucher quelqu'un de bien introduit dans le milieu des plus importantes organisations humanitaires francophones.

Quelle est l'Utilité de la Rubrique Mise à Jour ?

Le Groupe de travail Euron Aids sur la formation et la recherche sert de groupe de référence pour le réseau. Lors de sa dernière réunion, certains membres ont mis en doute l'utilité de la rubrique Mise à jour, tandis que d'autres l'ont trouvée très utile. Nous aimerions connaître l'avis des membres du réseau, notamment ceux qui travaillent sur le terrain et n'ont peut-être pas d'accès direct à toutes les sources d'information utilisées lors de la préparation de la Mise à jour, quant à l'utilité de cette

rubrique du bulletin. Le Coordinateur consacre actuellement deux jours à la préparation de chacune des Mises à jour.

Offre d'Emploi : Chercheur Bilingue

ODI souhaite recruter un Chercheur qui fera partie de l'équipe de direction du réseau et entreprendra des recherches et des études sur commande dans le domaine du secours et des sinistres. Les postulants doivent :

- parler couramment le français et l'anglais ;
- avoir de l'expérience des programmes d'aide humanitaire ;
- bien connaître les ONG en France et dans les autres Etats de l'UE ;
- être capable de mener des recherches sans supervision ;
- avoir une capacité prouvée de rédaction claire et concise.

Le contrat aura une durée initiale de deux ans. De plus amples renseignements sont disponibles sur demande auprès de l'administratrice du réseau.

Actualité

Boutros-Ghali Accepte les Limitations de l'ONU

Richard Dowden,

Rédacteur Diplomatique, The Independent

Au moment où nous préparions ce bulletin pour l'envoyer chez l'imprimeur, l'article suivant a été publié dans le journal britannique The Independent le 27 octobre 1994. Compte tenu de son importance et de son intérêt pour les membres du réseau, nous avons décidé de le reproduire dans le bulletin et remercions Richard Dowden et The Independent d'avoir bien voulu nous y autoriser.

L'Organisation des Nations Unies ne peut pas employer davantage de force en Bosnie puisque les Etats dont les troupes participent à la force de protection de l'ONU en Bosnie vont retirer leur personnel. C'est ce que Mr Boutros-Ghali, le Secrétaire général de l'ONU, a dit à Londres cette semaine, mais il ajoute qu'une solution de secours a été préparée pour le cas d'un retrait forcé. "Les Etats membres ne sont pas prêts à imposer la paix, voilà le problème", dit Mr Boutros-Ghali lors d'une interview avec The Independent. Les 36 membres qui participent à l'opération l'ont fait dans le cadre d'une opération de maintien de la paix. Ils

n'ont pas l'équipement nécessaire pour imposer une paix durable. Alors comment pouvons-nous imposer la paix ? Les raids aériens de l'OTAN ne résoudre pas le problème et nos troupes seront en danger.

Le Secrétaire général de l'ONU a réagi encore plus fermement aux pressions des Etats-Unis visant à faire lever l'embargo sur les armes en Bosnie. "C'est très simple. Le message que je reçois de la part de la Grande Bretagne, de la France, de l'Espagne, du Canada et de la Russie est qu'ils retireront leurs troupes si on lève l'embargo. Donc si je veux garder des troupes sur le terrain pour des raisons humanitaires, pour des raisons politiques, pour protéger les Musulmans, je dois en tenir compte." Il ajoute toutefois : "J'ai déjà étudié la situation il y a quelques mois lors d'une réunion avec le Général Rose [commandant des forces de l'ONU en Bosnie] où nous avons discuté d'une solution de secours et notre position de repli est prête".

Mr Boutros-Ghali, qui rêvait autrefois d'une armée onusienne prête à réprimer les conflits locaux, dans n'importe quelle région du monde, accepte maintenant que la plupart des opérations de l'ONU sont sous-financées et sous-équipées. Vous devez accepter ce qu'il y a de mieux après et à défaut de cela le pis aller "lors des opérations de maintien de la paix", dit-il. Après l'optimisme de sa première année en fonctions, Mr Boutros-Ghali dit qu'il a appris à accepter le échec et avoue que l'ONU a commis des erreurs. "Nous devons accepter les revers. Notre impression était qu'une intervention de l'ONU devait être couronnée de succès et nous avons tort."

Deuxièmement, l'ONU souffre d'un financement insuffisant, notamment pour les opérations de maintien de la paix. Se présentant comme super-mendiant qui doit emprunter ce qu'il peut auprès des Etats membres, il dit "vous demandez 130 m\$ et vous recevez 30 m\$... Je n'ai pas de pouvoir à cet égard. Je ne fais qu'emprunter l'argent auprès des Etats-membres".

L'ONU a encore un déficit de 13 milliards de dollars (73 m £ stg) et de nombreux pays plus pauvres seraient incapables de proposer des

troupes à moins d'être payés immédiatement. Mr Boutros-Ghali a critiqué les pays plus riches qui sont devenus moins enclins à fournir de l'argent, des troupes et de l'équipement, mais n'a pas voulu censurer directement la décision de Washington de soumettre toute demande de l'ONU à un examen minutieux.

Mr Boutros-Ghali se réjouit de l'initiative soutenue par les Britanniques en matière de diplomatie préventive qui vise à identifier les problèmes avant qu'ils n'aboutissent à un conflit militaire et à envoyer des équipes de diplomates expérimentés afin d'amorcer des négociations. "Cela coûtera dix fois moins de ce que vous payerez en cas de catastrophe", a-t-il déclaré.

Il critique également l'attitude divergente de l'ONU envers différents pays, soulignant qu'il y a des milliers de troupes onusiennes en ex-Yougoslavie, tandis que les appels au secours du Président Edouard Chevarnadze de Géorgie sont restés sans réponse. Il a également dit qu'il n'y a au Rwanda, en dépit de tout l'intérêt médiatique, que 4.000 troupes onusiennes, 1.500 moins que le contingent convenu lors de la résolution du Conseil de sécurité.

"Vous pouvez être choqué pour des raisons purement éthiques, mais nous devons accepter cela. Tout le monde est égal mais certaines personnes sont plus égales que d'autres. L'ONU est un organisme politique et les Etats membres ont des intérêts nationaux qui font qu'ils obtiendront une résolution en leur faveur et se désintéresseront des autres." En Angola et en Afghanistan les morts sont plus nombreux qu'en Bosnie, dit-il. "J'ai pour rôle de rectifier cette déformation, de mettre ces choses en lumière... mais tant que vous n'avez pas l'appui financier des Etats-membres, qu'est-ce que voulez faire ?"

Néanmoins, en ce qui concerne la Somalie, le Secrétaire général semble avoir accepté l'opinion des Etats-Unis selon laquelle les Somalis ont déjà eu leur chance et l'ONU doit cesser son intervention. Celle-ci sera réduite progressivement au courant des trois prochains mois, laissant une situation politique où les possibilités de résolutions sont encore plus lointaines qu'au premier envoi de troupes onusiennes il y a trois ans. Mr Boutros-Ghali dit que l'opération a coûté en moyenne 3m\$ par jour et que des centaines de soldats sont morts. Il accepte que l'ONU pourrait se retrouver en Somalie à contre-cœur si la faim se réinstalle d'ici un an, mais observe: "Il n'y a pas de volonté politique de résoudre le problème. On dirait un toxicomane qui ne veut pas guérir... Comment pouvons-nous nous imposer notre volonté sur eux? Nous sommes là pour maintenir la paix, nous sommes là pour les aider, mais ils ne veulent pas qu'on les aide..."

L'Etat d'Avancement des Campagnes Contre les Mines Anti-personnel

Certains membres du réseau seront déjà au courant des campagnes internationales lancées ces dernières années afin d'arrêter l'utilisation des mines anti-personnel. De nombreuses campagnes nationales ont repris le thème et plusieurs documents sur les effets des mines anti-personnel ont été publiés récemment. Au lieu de reproduire cette documentation instructive et choquante, cet article se propose d'informer les membres des résultats des différentes campagnes et des problèmes qui s'annoncent.

Suite à la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU en 1993 et aux pressions des différentes campagnes, de nombreux pays ont décrété des moratoires sur l'exportation de toutes les mines anti-personnel. Parmi les Etats dans cette catégorie sont: les Etats-Unis, la France, la Belgique, l'Afrique du Sud, Israël, l'Allemagne, l'Espagne, la République Tchèque, la République Slovaque et l'Argentine.

D'autres Etats ont accepté uniquement des moratoires partiels. Au Royaume-Uni, le moratoire d'exportation annoncé en juillet ne couvre que les mines anti-personnel qui n'ont pas de capacité d'autodestruction ou d'autoneutralisation. Les ONG britanniques ont taxé cette annonce de cynisme puisque le Royaume-Uni n'exporte plus depuis 1985 le type de mine couvert par son moratoire. La Suisse et les Pays Bas permettent l'exportation des mines uniquement à ces pays ayant ratifié le protocole 2 de la Convention de l'ONU sur les armes inhumaines de 1980.

En Italie, l'intérêt a surtout porté sur l'usine Valsella Meccanotecnica à Brescia qui produit la plupart des mines terrestres italiennes. Les syndicats de l'usine ont signalé leur soutien à la campagne contre les mines terrestres et Fiat essaye apparemment de se distancier de l'usine en vendant ses actions Valsella à une autre société, Borletti, mais il convient de noter que Fiat possède Borletti à 50%. Au mois d'août, le Sénat italien a adopté une motion sommant le gouvernement de ratifier le protocole 2 de la Convention de 1980, de déclarer un moratoire, de faire cesser la production de mines par les entreprises italiennes et les entreprises étrangères en Italie et de soutenir les travailleurs dans les usines concernées. Pendant le débat, on a découvert que le gouvernement n'émet plus de permis d'exportation pour les mines anti-personnel depuis novembre 1993.

Si les moratoires d'exportation permettent utilement de cataloguer les mines anti-personnel comme type d'arme inacceptable, les militants des différentes campagnes sont nombreux à croire que les seuls moratoires d'exportation ne réduiront pas le nombre de victimes civiles des mines terrestres et ils exigent l'interdiction totale de la production, du stockage et de l'utilisation des mines anti-personnel. Ils observent que si les pays occidentaux continuent à prétendre que les mines anti-personnel sont des armes défensives légitimes, les pays plus pauvres feront de même. Si des Etats plus pauvres sont incapables d'importer des mines anti-personnel à cause des moratoires d'exportation ou parce qu'ils n'ont pas les moyens d'acheter des mines ayant une capacité d'autodestruction ou d'autoneutralisation, ils passeront tout simplement à produire eux-mêmes des mines anti-personnel bon marché et peu sophistiquées.

L'interdiction totale de la production, du stockage, de la vente et de l'utilisation a pour avantage que toute infraction sera repérée immédiatement et elle permet de stigmatiser tout Etat ou groupe qui continue à se servir des mines. Cette interdiction totale sera difficile à atteindre et mettre en application, mais à moins de réorienter le débat sur de tels thèmes, il est peu probable qu'on puisse réduire le nombre de victimes civiles des mines terrestres.

Les débats aux Etats-Unis, dirigés par le Sénateur Leahy, semblent passer au prochain stade de considérer l'utilité militaire des mines anti-personnel. Au mois de juin, le Sénateur Leahy a présenté un projet de loi qui imposerait un moratoire d'un an sur la production des mines

anti-personnel et leur achat par le gouvernement des Etats-Unis. Judd of Portsea, ancien ministre britannique du développement

Les informations dans cet article proviennent de la Mise à jour sur les mines terrestres de septembre 1994 produite par la Fondation des anciens combattants américains au Vietnam (VVAFA) et du Département de politique d'Oxfam GB (Ian Woodmansey).

Ceux qui désirent s'abonner à la Mise à jour sur les mines terrestres doivent d'adresser à :

VVAFA
2001 'S' Street N.W.
Suite 740
Washington DC 20009 - Etats-Unis

Oxfam-GB a produit un manuel à l'intention du personnel des organisations de développement et humanitaires sous le titre de **Ministerrestres: héritage des conflits** rédigé par Rae McGrath, Directeur du Groupe consultatif sur les mines (MAG), ONG britannique. Ce livre donne un aperçu des problèmes causés par les mines terrestres, décrit le type de mine le plus fréquemment rencontré et comment les mines sont déployées, tout en offrant des conseils pratiques aux agents sur le terrain. Des copies sont disponibles auprès de :

Oxfam
274 Banbury Road
Oxford OX2 7DZ - Angleterre
Tel : (44) 865 311311 - Fax : (44) 865 312417

Ceux qui désirent des renseignements sur le commerce de mines anti-personnel devraient se procurer des copies d'un article de sept pages "Le marché des mines terrestres anti-personnel: une enquête mondiale" par Steve Askin et Stephen Goose publié dans le numéro de septembre 1994 de *Jane's Intelligence Review*, Londres.

Les coordonnées du Groupe consultatif sur les mines sont :

MAG
54a Main Street
Cockermouth
Cumbria CA13 9LU - Angleterre
Tel : (44) 900 828580 - Fax : (44) 900 827088

Handicap International
14 avenue Berthelot
69361 Lyon Cedex 07 - France
Tel : (33) 78 69 7979

Bernard Kouchner Lance une Initiative de Prévention de Conflits

À la fin juin, Bernard Kouchner a convié les chefs ou représentants haut placés des plus grandes organisations humanitaires du Royaume-Uni à un dîner à Londres. L'un des fondateurs de Médecins Sans Frontières et ancien ministre français des affaires humanitaires, Bernard Kouchner est actuellement membre du Parlement européen et Président du Comité de développement du Parlement ainsi que de l'ONG Association pour l'Action humanitaire à Paris. Frank Judd

of Portsea, ancien ministre britannique du développement outremer et ancien Directeur d'Oxfam) a joué le rôle de Maître des cérémonies.

Le discours de Mr Kouchner a porté sur les plus importantes situations d'urgence humanitaire du Biafra (où il a travaillé avec la Croix rouge française) au Rwanda qu'il a visité deux fois depuis le début du génocide en avril. Il a souligné la tendance générale des organisations humanitaires de consacrer leurs efforts à la réponse aux situations d'urgence humanitaire plutôt qu'à la prévention de tels événements. Il a attiré l'attention sur ce qu'il a appelé la "zone rouge" - le délai entre le moment où les organisations humanitaires constatent le besoin d'assistance et/ou d'intervention politique et humanitaire et le moment où la communauté internationale, suite aux expressions des médias et de l'opinion publique, apporte une réponse importante. Il s'est inquiété surtout de l'absence d'une plus grande collaboration entre les ONG pendant la période de la "zone rouge" pour mobiliser l'opinion publique et l'action politique. Pour lui, la participation insuffisante des ONG à la prévention s'explique en partie par le fait que les organisations préfèrent "sauver" que "prévenir" parce que ce dernier n'est pas très en vue et parce que, en cas de réussite, il est plus difficile de s'en attribuer le mérite. Il propose que les organisations humanitaires européennes mettent en commun leurs informations afin de créer un centre d'alerte précoce et d'informations et qu'elles coordonnent leurs efforts sur les pays qui déclenchent l'alerte.

Dans les semaines suivant ce dîner, des organisations humanitaires britanniques et des groupes s'intéressant à la prévention des conflits se sont réunis afin de donner suite à cette proposition. International Alert a animé ces réunions. En conséquence de ces discussions, trois groupes de travail axés sur l'action ont été établis. Deux d'entre eux s'intéressent à des pays particuliers où le conflit a atteint des stades de développement sensiblement différents - Burundi et Kenya. Ces deux groupes de travail ont pour objectif d'encourager et de coordonner les actions ONG visant à réduire les tensions et empêcher le développement des conflits dans ces pays. Le troisième groupe de travail étudie les possibilités de créer une capacité, indépendamment des gouvernements, d'information et d'alerte précoce par rapport aux conflits et situations d'urgence humanitaire.

Des liens sont maintenant entre ces initiatives et celles découlant des efforts de Bernard Kouchner et d'autres dans le contexte du Parlement européen où un Comité sur la diplomatie préventive et l'action humanitaire vient d'être créé.

Stratégies pour les Organisations d'Aide et les Médias dans le Reportage des Urgences Humanitaires

L'ouverture médiatique des situations d'urgence humanitaire suscite d'amples débats quant à la préparation et à la présentation des reportages, aux images utilisées, aux impressions qu'elles créent et à l'influence de cette couverture médiatique sur des situations d'urgence particulières.

Une notion qui semble se répandre est que l'ampleur de la couverture d'une situation d'urgence par les actualités télévisées, plutôt que l'envie de résoudre des besoins humanitaires, conditionne le niveau de ressources affectées à des situations d'urgence particulières. À titre d'exemple, le Président du Comité international de la Croix-Rouge, le docteur Cornelius Sammarunga, a récemment cherché à attirer l'attention sur ce qu'il appelle les "situations d'urgence oubliées" dans des pays tels que le Libéria, l'Afghanistan et l'Angola. Il voit dans l'absence de couverture de ces situations par la télévision un facteur important du manque d'intérêt de la communauté internationale pour de tels conflits. Afin d'encourager une plus grande couverture de ces situations d'urgence, le CICR a de plus en plus l'habitude de conclure des équipes de télévision sur les lieux de tels conflits.

Il existe actuellement peu de preuves quantitatives à l'appui de la notion que l'ampleur des reportages télévisés influence le niveau de ressources affectées à une situation particulière. Néanmoins, il est possible de comprendre pourquoi cette influence pourrait se renforcer: le nombre de situations humanitaires dans le monde augmente; les ressources que la communauté internationale y consacre sont limitées (même si elles sont sensiblement plus importantes que par le passé); et les techniques de comparaison des niveaux relatifs de "besoin" d'une situation à l'autre sont peu développées. Il est urgent de mener des recherches sur les relations complexes entre les organisations médiatiques, les bailleurs de fonds et les organisations humanitaires par rapport à la couverture de situations d'urgence humanitaire par les médias et la réponse du système de secours international.

Un autre aspect important de la couverture médiatique de situations d'urgence humanitaire est que les informations télévisées représentent la source principale d'information sur les pays en voie de développement pour la plus grande partie du public occidental. Or, cette couverture se concentre invariablement sur les événements politiques, les conflits et les sinistres principaux, créant ainsi une image déformée du monde en voie de développement où l'on suppose que la famine et les conflits sont répandus et touchent une proportion plus importante de la population des pays en voie de développement que n'est le cas réellement.

Prenant comme point de départ ce deuxième aspect, le programme Annenberg Washington a organisé une table ronde à Washington et une réunion d'un groupe de travail plus petit à Londres pendant 1993 afin d'examiner les enjeux de la couverture médiatique des sinistres et situations d'urgence humanitaire et de élaborer des stratégies pratiques pour que les médias et les organisations de secours améliorent cette couverture et réduisent les effets déformateurs des reportages concentrés sur des événements extrêmes. Des journalistes, des rédacteurs, des réalisateurs, des académiciens et des cadres d'organisations de secours ont participé à ces réunions.

Suite à ces réunions, un résumé de six pages a été produit par Fred Cate au début de cette année sous le titre de "Les médias, le secours en cas de sinistre et les images du monde en voie de développement: stratégies pour la couverture rapide, exacte et efficace de événements complexes dans le monde entier". Ce document fait également partie d'un recueil de documents récemment publiés sous le titre "Les communications lors des sinistres internationaux: exploiter le pouvoir des communications

afin d'éviter les sinistres et sauver des vies".

Des stratégies spécifiques ont été suggérées à l'intention des médias et des organisations de développement et humanitaires. Dans ce dernier cas, elles portent entre autres sur les aspects suivants :

L'énonciation et l'évaluation des stratégies de communication Les organisations doivent énoncer leur stratégie de communication avec les médias et le public. Quel est le but de ces communications - collecter des fonds, informer le public, changer l'opinion publique, stimuler l'action politique, promouvoir l'organisation ? Il importe de reconnaître explicitement la contradiction entre ces buts. Les stratégies de communication doivent être évaluées régulièrement afin de déterminer leur efficacité, leur rapport avec les buts de l'organisation et leur impact. Les organisations de secours doivent évaluer régulièrement leurs stratégies de communication en termes d'impact sur la compréhension du public et d'opportunité éthique et professionnelle.

Formation du personnel au travail avec les médias Les organisations doivent prévoir une formation, notamment pour le personnel sur le terrain, au travail avec les médias afin d'améliorer la propos, la qualité et l'exactitude des reportages sur les pays en voie de développement. Les bureaux sur le terrain pourraient identifier régulièrement des événements dignes d'attention médiatique auxquels les sièges pourraient chercher à intéresser les organisations médiatiques. Ce serait possible de faciliter la couverture en mettant à disposition des porte-parole autochtones et un appui logistique. Les organisations doivent également essayer d'établir un lien avec les événements touchant les pays en voie de développement qui sont traditionnellement couverts par les médias occidentaux tels que les réunions du FMI et de la Banque mondiale.

L'évaluation du contenu des médias Les organisations doivent évaluer la couverture médiatique en termes d'exactitude, de qualité, d'inclusion de tous les éléments, d'opportunité et de professionnalisme. Lorsque la couverture médiatique est excellente, elle doit être reconnue et utilisée afin d'améliorer d'autres reportages. Les inexactitudes ou perceptions erronées doivent être corrigées grâce au contact direct avec les médias et les journalistes concernés, aux lettres au rédacteur, aux articles, à la contre-information et à tout autre moyen disponible.

La création d'une programmation alternative Les organisations doivent essayer de faciliter la production de films documentaires et d'autres émissions qui offrent une image plus complète des pays en voie de développement que celle véhiculée par les informations télévisées.

L'adoption de normes de communication avec le public De nombreuses organisations de secours - individuellement et collectivement - ont adopté des normes de communication avec le public. À titre d'exemple, InterAction exige de ses membres qu'ils "respectent la dignité, les valeurs, l'histoire, la religion et la culture des gens qui bénéficient des programmes. Ils ne minimiseront ni exagéreront les besoins humains et matériels des assistés". SCF-GBa également adopté des normes: "Les images et le texte de toutes les communications doivent être exacts et éviter les stéréotypes et expressions toutes faites. Il faut dans la mesure du possible identifier

et citer les gens qui sont photographiés ou interviewés. Si vous souhaitez garder l'anonymat, il faut respecter leur demande. Les opinions et les expériences des personnes interviewées doivent être communiquées dans la mesure du possible."

Pour obtenir des copies des publications, contactez :
The Annenberg Washington Programme
The Willard Office Building
1455 Pennsylvania Avenue, NW Suite 200
Washington DC 20004
Etats-Unis
Tel : (1 202) 393 7100
Fax : (1 202) 638 2745

Les ONG Participant à la Conférence Mondiale IDNDR Créent le "Forum Global"

D'après un article dans le numéro mai-juin du bulletin IDNDR inform pour l'Amérique Latine et les Caraïbes produit par le Bureau régional IDNDR à San José, Costa Rica, plus de 45 ONG auraient participé à la Conférence mondiale de la décennie internationale pour la réduction des sinistres (IDNDR) tenue à Yokohama au Japon en mai. Jugeant qu'elles n'avaient ni voix ni vote lors des séances ou dans le cadre du Comité de préparation, elles se sont réunies plusieurs fois et ont préparé une "Résolution ONG", qui a été présentée lors d'une séance plénière et distribuée pendant la Conférence. Le document met en exergue l'absence de représentants des communautés et groupes les plus vulnérables et les plus touchés par les risques naturels, aussi bien de la Conférence que de la plupart des Comités nationaux IDNDR. Les Comités nationaux et les organisations internationales ont été exhortés à intégrer les pauvres, les femmes et les enfants dans leurs efforts de réduction des sinistres.

Afin de donner suite à ce programme et faciliter l'échange d'informations entre les ONG s'occupant d'activités de réduction de sinistres, un réseau du nom de Forum global a été créé. Il se propose de produire un répertoire d'ONG s'intéressant particulièrement à ces activités et d'organiser des réunions conjointes. Le réseau sera coordonné par l'ONG indienne "Joint Assistance Centre" la première année et par le "Citizens Disaster Response Centre" aux Philippines la deuxième année.

Contacteur : Kumar Jain
Joint Assistance Centre
G-17/3 - DLFF Qutab Enclave
PH.I Gungaon
122002 Hasyana - Inde
Fax : (91-11) 463 2517

La Vague d'Intérêt pour le "Continuum Secours-Développement" :

Qu'est-ce que Cela Veut Dire ?

On a assisté ces derniers mois à une intensification des activités se rapportant au "continuum secours-développement" sous des différentes formes: "liens entre le secours et le développement", "transition du secours au développement", "interface entre le secours et le développement". Ce thème a certainement lavé de cette encre moment et a donné lieu à de nombreux rapports, conférences et ateliers. Nous avons l'impression qu'une grande partie de ceux qui s'occupent du secours et de l'aide à la réhabilitation ont du mal à comprendre les différentes initiatives, en partie parce que les termes sont souvent utilisés de façon assez libre et les discussions, souvent très générales, ne dégagent pas clairement les implications pratiques. Cet article, qui reflète inévitablement les opinions personnelles du Coordinateur du réseau, se propose d'expliquer ce qui se passe.

Deux processus se poursuivent au sein de l'ONU.

- "Le Projet continuum", du PNUD a démarré à la fin de 1993, les organismes directeurs du PNUD ayant demandé la préparation de lignes directrices sur le rôle de l'organisation dans les affaires humanitaires. Une équipe internationale de chercheurs, dirigée par l'Institut des études internationales à Genève, a préparé une vue d'ensemble sous la forme du document "Le PNUD dans des conflits et sinistres".
- un groupe de travail inter-organisations, composé de représentants des services principaux de l'ONU et des organisations s'occupant d'activités de secours et de développement a été créé en 1993 pour étudier le Continuum. Ce groupe de travail a contraint les services et organisations concernés à formuler leurs positions au sujet du secours et de ses rapports avec le développement.

Le PNUD préside le groupe de travail, ce qui a entraîné une certaine confusion entre les deux processus. Par ailleurs, pour citer le rapport du Projet continuum, le groupe de travail a "fait ressortir la rivalité latente entre les organisations".

L'atelier "Lier le secours au développement", tenu à l'IDS (Institut d'études du développement) à l'Université de Sussex en mars 1994, est un exemple des discussions menées en dehors de l'ONU. Le compte rendu est disponible sous forme de document de discussion 344 de l'IDS (tel: (44) 273 606261).

La recrudescence récente d'intérêt s'explique en partie par l'augmentation des dépenses consacrées au secours en cas de sinistre et à l'aide humanitaire pendant la deuxième moitié des années 1980 et notamment par l'augmentation spectaculaire depuis 1991. De telles dépenses constituent actuellement presque 10% des dépenses totales de développement et, pour certains bailleurs de fonds, cette proportion est au moins deux fois plus importante. Ces dépenses supplémentaires ont été financées, du moins en partie, par le transfert de ressources des activités de "développement", ce qui motive en large mesure le regain d'intérêt pour le "continuum". Il est inévitable que le monde du "développement" s'intéresse de plus près aux activités de "secours" et se demande s'il existe, en présence de dépenses aussi importantes, des possibilités d'axer davantage les fonds de secours sur le développement grâce au renforcement des institutions locales, au développement des

ressources humaines, à l'amélioration des infrastructures et capacités productives locales. Les agents de secours envisagent avec un certain cynisme cette source de motivation, y voyant parfois une tentative des "développeurs" de prendre le train de l'aide humanitaire en marche après avoir passé sous silence pendant des années le sujet des sinistres et du secours.

Une motivation connexe concerne le positionnement et la concurrence institutionnels. À titre d'exemple, le rôle central de coordination du développement du PNUD a été inclus dans le système onusien à été entamé par la création du DHA avec son mandat de coordination des activités d'aide humanitaire. Si l'intérêt du PNUD à faire avancer les réflexions conceptuelles sur le "continuum" dégage des aperçus positifs, il présente également quelques avantages pour l'organisation qui cherche à réaffirmer sa position centrale au sein du système onusien.

Néanmoins, d'autres facteurs sont également responsables du regain d'intérêt pour le "continuum".

Les définitions étroites du secours en cas de sinistre et d'aide humanitaire utilisées par de nombreux bailleurs de fonds, ainsi que les limitations de leurs mécanismes de réponse qui accordent la plus grande priorité à la rapidité de la réponse et à l'allègement des difficultés immédiates, ont été exposées au grand jour ces dernières années. Le nombre accru de conflits, ainsi que le développement de la notion de situations d'urgence "complexes", c'est-à-dire qu'elles sont chroniques plutôt que transitoires, exige d'adopter une approche plus programmatique comportant une série plus large d'activités que celles qui font partie de l'opération de "secours immédiat". Or, en cherchant à élargir la gamme d'activités pour inclure la fourniture de semences et d'outils, les programmes vétérinaires, les activités d'éducation et de formation et l'achat local d'aide alimentaire et d'équipements, les organisations de secours se sont souvent retrouvées face à des bailleurs de fonds incapables de répondre à cause de leurs règlements étroits et restrictifs.

Des problèmes de définition se dégagent très nettement dans deux types de situation. Premièrement, du fait de l'antipathie qu'ils éprouvent pour le régime au pouvoir et sa mauvaise réputation en matière de droits de l'homme, les bailleurs de fonds ont effectivement cessé leurs programmes d'aide au développement dans plusieurs pays, ne laissant en place que l'aide humanitaire. Dans de telles situations, il n'y a pas de programme de développement permettant de compléter ou "couvrir" le financement des activités considérées comme "trop axées sur le développement" par les responsables des bailleurs de fonds. Deuxièmement, la fin (apparente) des conflits dans des pays tels que le Cambodge, l'Afghanistan et l'Éthiopie vers le début de la décennie actuelle, les besoins énormes en matière de redressement et de réhabilitation après la guerre et le délai nécessaire au développement des structures étatiques et administratives dans ces pays ont autant d'éléments qui ont exposé l'absence chez les bailleurs de fonds de modalités appropriées pour la fourniture d'aide qui n'est ni "secours" ni "développement". Ceci a poussé plusieurs bailleurs de fonds à créer, ou envisager de créer, de nouveaux fonds destinés spécifiquement à la "réhabilitation" ou à modifier leurs dispositions afin de pouvoir financer des activités "de transition" ou "de réhabilitation" à partir de leurs budgets existants de "secours" et "développement".

Une autre source de motivation, tout à fait différente, qui contribue à la vague d'intérêt pour le "continuum" tient de l'inclusion dans les objectifs explicites des programmes d'aide en général de "la prévention" et "l'atténuation" des catastrophes naturelles et provoquées par les actions humaines. En termes intellectuels, il s'agit de l'aspect le plus passionnant du "continuum" car il dépasse largement le simple ajustement des définitions du secours et l'ouverture de nouvelles rubriques budgétaires de "réhabilitation". En effet, il met en cause une grande partie des hypothèses qui ont sous-tendu les programmes d'aide et de coopération au développement pendant les trois dernières décennies. On a trop long temps supposé que le développement est un processus linéaire où les "sinistres" représentent des détournements temporaires du "chemin du développement" et que le développement est, ou doit être, une politique et tenu à l'écart des objectifs de la politique étrangère. La validité de telles hypothèses a été sérieusement entamée ces dernières années par le glissement vers le conflit de pays recevant un volume considérable d'aide au développement; par le besoin d'un volume important de secours dans des pays fort exposés aux risques où le programme d'aide a pratiquement passé sous silence les dangers potentiels; par l'apport d'un volume considérable d'aide humanitaire dans des situations de conflit où les efforts diplomatiques et les pressions internationales sont plus indiqués pour résoudre les conflits et aborder les causes; et par l'évolution de situations d'urgence chroniques et complexes pouvant persister pendant une décennie ou plus longtemps encore. En quoi consiste au juste le processus de développement si l'on ne fait pas de la réduction de la vulnérabilité et de la prévention de conflits des objectifs explicites ?

Grâce en partie à l'IDNDR, ces 2-3 dernières années ont vu un intérêt accru pour la prévention et l'atténuation des catastrophes et pour le rôle des programmes de développement à cet égard. Il faut pour cela que les programmes et les projets d'aide reconnaissent la nature fondamentalement dynamique des écosystèmes. Comme d'autres documents faisant partie de cet envoi ont déjà signalé, la prévention des conflits figure bel et bien à l'ordre du jour, ce qui implique que les ressources des programmes d'aide doivent être utilisées pour appuyer les mesures de réduction de tension et de prévention de conflits, ainsi qu'une plus grande coordination entre les objectifs d'aide et de politique étrangère des pays bailleurs de fonds.

Si l'on considère les termes du débat mené jusqu'ici au sujet du "continuum", il est évident que la discussion a surtout porté sur les questions associées à la "transition" du secours au développement (c'est-à-dire les définitions étroites du secours et le besoin de nouvelles rubriques budgétaires de "réhabilitation") plutôt que sur la question plus fondamentale de la réorientation des programmes d'aide et de politique étrangère sur "la prévention" et "l'atténuation". Utiliser des termes généraux tels que "les liens entre le secours et le développement" et "le continuum" lorsque le débat concerne essentiellement la réhabilitation et le redressement après les conflits n'apporte rien de utile. Il s'agit essentiellement d'un processus visant à axer le secours (ou du moins la plus grande partie du secours) davantage sur le développement et de rendre les actions de développement plus appropriées en abordant la variabilité et l'instabilité des systèmes naturels et des affaires socio-politiques. Une déclaration plus claire dans ce sens aurait pu éviter une partie de la confusion suscitée jusque ici par le débat.

Il est difficile de prévoir à ce stade l'évolution du débat pendant les prochains mois et les modifications des modalités et objectifs des programmes de secours et de développement qu'il pourrait entraîner. Pour certains bailleurs de fonds, voire pour des organisations de secours, laugmentation spectaculaire des dépenses récemment consacrées à l'aide humanitaire a servi à accroître l'écart entre le "secours" et le "développement", ce qui fait que ceux qui veulent axer le secours davantage sur le développement risquent de se voir opposer une vive résistance. Cet écart résulte en grande partie des pressions exercées sur les bailleurs de fonds et les organisations de secours pour qu'ils agissent, et qu'on les voit agir, rapidement et de manière très visible lors des situations d'urgence. La

puissance et la source de ces pressions doivent être abordées si l'on souhaite vraiment axer le secours davantage sur le développement. Lorsqu'il s'agit d'obliger le développement à tenir compte de la variabilité, la notion du PNUD de faire de la "sécurité humaine" un objectif des programmes d'aide - idée promue par le PNUD dans son Rapport sur les conflits et les sinistres et dans le Rapport 1994 sur le développement humain (voir Publications) - présente un défi radical pour ceux qui s'intéressent au développement. Cette notion n'a pas encore suscité de réponses substantielle de la part des bailleurs de fonds.

Mise à Jour

Ce chapitre vise à fournir des informations sommaires concernant les urgences humanitaires actuelles et éventuelles afin que les membres du Réseau soient au courant de la situation dans des pays autres que ceux où ils interviennent / qui les concernent directement. Les sources d'information utilisées ne couvrent pas toujours la situation dans son ensemble et certaines urgences humanitaires ne sont donc pas décrites ici. Cette mise à jour porte sur la période de juillet à septembre 1994.

Afrique

Angola - Si la date limite pour la signature des Accords de paix de Lusaka, fin septembre, n'a pas été respectée, les perspectives d'une issue favorable à court terme sont bonnes. En conséquence des pourparlers de Lusaka, la reprise des ponts aériens approvisionnant les villes de Huambo et Malange au mois d'août et Cuito en septembre a été convenue. Une étude récente de la situation nutritionnelle à Malange indique que l'arrêt du pont aérien avait provoqué une augmentation marquée du taux de déperissement. Les combats se poursuivent dans de nombreuses zones, entravant les efforts de secours aussi bien que les distributions de semences à l'avance de la campagne agricole. Les distributions d'aide alimentaire concernent environ 15.000 tonnes/mois dont presque la moitié doit être fournie par pont aérien. Le nombre estimé de personnes ayant besoin d'aide alimentaire et non-alimentaire reste inchangé (3,2 millions).

Libéria - Les estimations du nombre de réfugiés/personnes déplacées restent inchangées, c'est-à-dire Libéria 1.750.000, Sierra Leone 300.000, Côte d'Ivoire 250.000 et Guinée 540.000. Néanmoins, la situation de sécurité s'est dégradée pendant les deux derniers mois dans le sud de la Sierra Leone et des zones du Libéria échappant au contrôle du groupe de suivi de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (GCEAO) et les estimations actuelles ne reflètent pas les changements récents. Au Libéria, les distributions régulières de vivres ne touchent que les 1.060.000 bénéficiaires dans les zones contrôlées par le GCEAO autour de Monrovia et Buchanan. Dans le reste du pays, c'est-à-dire dans les zones contrôlées par le NPFL (Front national patriotique du Libéria) et ULIMO (Mouvement unifié de libération pour la démocratie au

Libéria) où les combats se sont intensifiés, les distributions sont sporadiques en fonction des garanties de sécurité locale pour les programmes à travers les lignes et à travers les frontières. A la fin du mois de juillet, SCF-GB, MSF-H, LWS et CICR ont suspendu les distributions dans ces zones. Des taux extrêmement élevés de sous-alimentation (déperissement) existaient dans plusieurs villes avant l'intensification des combats. Il existe peu d'informations concernant les conditions actuelles dans les zones inaccessibles. Comme on aurait pu le prévoir, les élections prévues pour le mois de septembre ont été reportées jusqu'en octobre 1995. En **Sierra Leone**, les attaques sur la route principale entre Bo et Kenema ont entravé les distributions alimentaires à l'est pendant le mois d'août. La population déplacée à Freetown a augmenté et 23.000 personnes reçoivent de l'aide. Même avant la détérioration récente de la situation de sécurité, la moitié des 300.000 environ réfugiés/personnes déplacées étaient inaccessibles aux organisations de secours. Les informations sont limitées quant à l'importance et à l'état de la population touchée à la lumière des événements récents.

Somalie - Les récoltes sont bonnes, mais la situation politique et de sécurité est mauvaise et les perspectives d'avenir sont sombres. Au mois de septembre, le Conseil de sécurité de l'ONU a prorogé le mandat de l'ONUSOM pour un mois seulement, ce qui reflète le mécontentement général devant les efforts de l'ONUSOM d'instaurer un nouveau gouvernement, ainsi que la frustration devant les disputes continues entre les chefs de faction. On ne sait pas encore ce qui va remplacer l'ONUSOM, ses forces de maintien de la paix (17.000 soldats), et ses 700 civils expatriés après le mois d'octobre, ni s'il n'y aura un remplacement. Les attaques sur les forces de l'ONUSOM (dont une qui a provoqué la mort de 9 soldats indiens) et l'insécurité croissante (trois médecins indiens tués par une attaque à la grenade à Baidoa à la fin d'août) ont abouti à l'évacuation du personnel des organisations internationales de Baldera, Bossasso et Kismayo et ont limité les activités de réhabilitation et de développement à Baidoa et Mogadiscio même. L'épidémie de choléra qui s'est déclarée en début d'année a été maîtrisée.

Sur une population totale de 7,7 millions, 500.000 ont cherché refuge dans les pays voisins et 400.000 personnes sont déplacées sur le plan interne - pour la plupart à Mogadiscio et alentour.

Ethiopie - Les engagements et les importations sont de 979.000 tonnes et 660.000 tonnes respectivement contre un volume total d'importations requises de 127 millions de tonnes pour 1994. Le volume acheminé par Assaba battit le record historique, mais la cheminement par Massaoua en Erythrée a été entravé par l'absence de financement pour les pièces détachées des installations portuaires. La récolte secondaire de "belg" de 1994, récemment rentrée, serait sensiblement en-dessous de la normale. Néanmoins, des pluies normales ou dépassant la normale en juillet et août ont eu des effets bénéfiques pour la culture principale de "meher" (céréale à gros grains) et les perspectives de récoltes sont bonnes. La réduction progressive des programmes de distribution directe dans de nombreuses zones doit permettre de constituer un stock qui servira à établir des réserves nationales et régionales de sécurité alimentaire.

Suite à une opération de revalidation des cartes de rationnement des réfugiés dans les camps dans la 5ème Région somalie, chaque foyer détient une seule carte et la population officielle est de 180.000 réfugiés. Néanmoins, l'augmentation du taux de sous-alimentation (dépérissement) parmi les populations des camps de Darwonjiet Teferiber a poussé le HCR et les ONG à mettre en oeuvre un programme d'alimentation supplémentaire de trois mois.

Environ 41.000 réfugiés somalises sont installés autour de Gode dans la 5ème Région somalie.

Kenya - Amélioration de la situation de sécheresse. Prévision de bonnes récoltes dans les zones agricoles principales des régions Occidentale, Graben et Centrale. Les prix de gros du maïs et des haricots ont enregistré une baisse sensible et le gouvernement a annoncé, mi-août, la suspension des importations commerciales de blé et de maïs. Certains districts dans la partie australe de la Province Orientale et les zones arides du nord ont encore besoin de aide alimentaire. Le nombre total de réfugiés au Kenya est actuellement de 275.000 - provenant pour la plupart de la Somalie et, en moindre mesure, de l'Ethiopie.

Erythrée - La situation d'approvisionnement en aide alimentaire s'est considérablement améliorée - stock de 85.000 tonnes, bonne pluviométrie signalée dans les zones montagneuses et plaines occidentales.

Soudan - De grosses pluies dans le nord du Soudan pendant juillet-août ont provoqué des inondations localisées, mais on prévoit pour l'ensemble du Soudan des récoltes favorables, sensiblement plus importantes que celles de l'année dernière. Les prix céréaliers sont en baisse en attendant la récolte et le PAM prévoit de réduire ses opérations dans le sud. Dans le sud du Soudan, les combats près de la frontière éthiopienne ont provoqué une augmentation du nombre de personnes déplacées cherchant refuge en Ethiopie occidentale, qui s'élève actuellement à 50.000. Des péniches du PAM ont approvisionné des dépôts le long du Nil et des opérations de parachutage permettent d'approvisionner plusieurs endroits dans le sud à partir de Khartoum et Lokichokio au Kenya. L'approvisionnement de Djoubaa a été maintenu grâce à un vol régulier du PAM à partir d'Entebbe et au consortium ONG, SEOC. Les livraisons totales de vivres assurées par le PAM depuis le début de l'année sont de 25.000 tonnes.

Après 9 ans de travail dans le nord du Soudan, Concern a récemment

quitté le pays en raison de difficultés d'accéder aux groupes vulnérables et de fournir un service efficace aux bénéficiaires.

Rwanda/Burundi/Tanzanie/Zaire - Le FPR a avancé vers le sud et est pendant le mois de juillet, s'emparant de Kigali et Butare au début du mois et de Gisenye à la frontière zairoise le 17 juillet. Deux jours plus tard, un nouveau gouvernement pluraliste de transition fut inauguré. La capture de Gisenye, le passage des derniers vestiges des anciens gouvernement et armée rwandais à travers la frontière zairoise et les émissions de radio Mille Collines appelant tous les Hutus à se rendre au Zaire afin de laisser au Front patriotique rwandais un "pays vide" ont provoqué un exode massif de environ 1 million de personnes à Goma et alentour, débordant les quelques dispositifs de préparation. L'insuffisance des efforts d'assainissement et de l'approvisionnement en eau propre ont provoqué une épidémie généralisée de choléra. A son comble fin juillet/début août, le taux de mortalité a été de 100-180 fois la normale - le plus fort jamais constaté aux premiers stades d'une crise de réfugiés. Au moins 50.000 personnes sont mortes à Goma et alentour pendant cette période.

Dans le cadre de l'Opération turquoise, les forces françaises ont contrôlé le sud-ouest du pays à partir de fin juin jusqu'à la troisième semaine d'août lorsqu'elles ont été retirées, évitant ainsi la confrontation entre les forces françaises et le FPR qui avançait. Redoutant l'avance du FPR vers la zone suite au retrait des Français, environ 200.000 personnes ont gagné la zone de Bukavu-Uvira au Zaire à la mi-août. En règle générale, les organisations avaient pu mieux préparer cet exode et le nombre actuel de réfugiés ici s'élève à 270.000 environ.

Ayant stabilisé la situation des réfugiés, le gouvernement de transition et la communauté internationale ont maintenant pour priorité la réhabilitation de l'administration et des infrastructures au Rwanda, ainsi que des programmes de rapatriement. Dès la mi-septembre, 93 ONG étaient enregistrées au près du RONU. D'après la mission PAM/FAO du mois d'août, la population actuelle du Rwanda serait de 5 millions en comparaison d'une population de 7,9 millions avant le mois d'avril. Compte tenu des 1900.000 réfugiés dans les pays voisins, le nombre des morts lors du génocide et des conflits approcherait 1 million. La mission estime que 25 millions de personnes auront besoin de aide alimentaire pendant cinq mois jusqu'à la prochaine récolte. Une enquête menée en septembre par un contingent de l'Armée britannique de la MINUAR a révélé les difficultés de suivre les mouvements de population dans un contexte aussi dynamique en estimant à 2,1 millions la population des camps de personnes déplacées dans le pays, par comparaison avec l'estimation précédente de 80

Environ 50.000 réfugiés sont rentrés du Zaire. Les efforts pour encourager et faciliter le rapatriement des réfugiés dans le cadre de l'opération Vers la patrie sont entravés par l'intimidation brutale dans les camps où ce qui reste de l'Interhamwe et des partisans de l'ancien gouvernement est encore puissant. L'insécurité dans les camps a contraint les organisations de secours à se retirer, pendant cinq jours dans le cas d'un camp. Présenter aux réfugiés un tableau favorable des conditions et de la sécurité au Rwanda s'avère difficile, car les forces du FPR se seraient apparemment livrées à des récriminations et à des abus des droits de l'homme. Le lent déploiement des agents onusiens chargés de suivre la situation des droits de l'homme entrave les efforts

visant à dégager un tableau plus clair.

La situation au **Burundi** reste explosive, malgré les efforts accrus de la communauté internationale depuis fin août pour empêcher la recrudescence de la violence ethnique et politique au Rwanda. Les parties sont mises d'accord sur un nouveau Président (Sylvestre Ntibunganya) pendant la première semaine d'octobre et l'on espère qu'il en découlera une amélioration considérable de la situation politique. L'on estime actuellement à 557.000 personnes déplacées et 220.000 réfugiés rwandais la population ayant besoin d'aide. L'insécurité et les combats dans les zones septentrionales et centrales du pays ont entravé les opérations logistiques et, pendant un mois, les personnes déplacées ont reçu moins de 50% des rations prévues. La situation d'assainissement est très mauvaise dans plusieurs camps et, dans certaines zones, la présence du gouvernement et des ONG est limitée du fait de l'insécurité. On cherche encore à placer des agents chargés de suivre la situation des droits de l'homme dans les zones touchées, mais les efforts sont entravés par le financement limité et le manque de véhicules.

En **Tanzanie**, les estimations du nombre total de réfugiés étaient de 538.000 au mois de septembre. Une détérioration de la condition globale et de l'état nutritionnel des réfugiés est signalée depuis le milieu de l'année, essentiellement à cause des maladies diarrhéiques.

Mozambique - Les préparatifs des élections supervisées par l'ONU à la fin octobre se déroulent de façon plus ou moins satisfaisante. En plus du FRELIMO et RENAMO, 12 parties vont disputer l'élection. La démobilisation des soldats du RENAMO et du gouvernement s'est poursuivie en dépit de troubles fréquents se rapportant généralement à l'absence de rémunération et de rations. Le rapatriement va bon train - depuis la signature des accords de paix entre le gouvernement du Mozambique et le RENAMO en octobre 1992, environ 900.000 réfugiés mozambicains sont rentrés chez eux. La plupart de ceux-ci viennent du Malawi (700.000) et les autres de l'Afrique du Sud, du Swaziland et du Zimbabwe. Les grandes opérations de rapatriement de la Zambie et de la Tanzanie, qui devaient commencer au mois de juillet, ont été retardées. Les données sur la nutrition font généralement état d'une situation stable, bien que d'autres types de données suggèrent qu'il existe encore quelques petites zones de stress. 1800.000 personnes ont encore besoin d'aide humanitaire, chiffre qui ne risque pas de baisser sensiblement avant la récolte de 1995.

Asie

Afghanistan - Des combats intenses à l'aide d'artillerie, de fusées sol-solet de chasseurs à réaction se sont poursuivis à Kaboul pendant les trois derniers mois entre les forces du Président Rabbani et celles de l'alliance entre le Premier Ministre Hekmatyar et le chef des milices Dostam. Le CICR estime à 30.000 le nombre de blessés de guerre soignés dans la ville depuis le début de l'année lorsque cette série de combats a démarré. Les seuls hôpitaux font état d'au moins 4500 morts. A la mi-août, les magasins médicaux principaux ont été détruits, provoquant des pénuries graves de matériel médical. Les efforts de l'ONU pour amener un convoi terrestre jusqu'à Kaboul au début du mois d'août ont connu un échec lorsque celui-ci a été pillé par un commandant local aux abords de la ville. Le CICR prévoit actuellement d'approvisionner la

ville par pont aérien. Le choléra s'est propagé dans la ville, 37.000 cas ayant été signalés dès le mois d'août. Environ 440.000 personnes ont été déplacées à l'intérieur de la ville. Des combats ont également eu lieu pour assurer le contrôle du col de Salang qui mène aux républiques de l'Asie Centrale et autour de la ville de Kunduz. De nombreuses personnes ont fui les combats à Kaboul et se sont installées autour de Jalalabad. 160.000 personnes habitent deux grands camps où l'approvisionnement en eau et en vivres est insuffisant et provoque des taux élevés de sous-alimentation (dépérissement). Le nombre de réfugiés afghans au Pakistan voisins s'élève à environ 60.000 qui fait contraste au chiffre maximum d'environ 3 millions pendant les années 1980. Environ 1500.000 personnes demeurent en Iran où tous, hormis 23000, habitent parmi la population locale. Les efforts de rapatriement à partir de l'Iran sont entravés par les combats actuels - seulement 83000 personnes ont traversé pendant les neuf premiers mois de 1994 contre la cible de 300.000 pour l'année. Entre-temps, les activités de réhabilitation de l'ONU se poursuivent dans d'autres zones du pays qui ne sont pas touchées par les combats - à titre d'exemple, le programme de déminage dépasse largement ses objectifs. Si l'ingérence étrangère attise certainement les combats actuels, il est probable que les finances dérivées du commerce de l'opium jouent un rôle important. Le programme onusien de contrôle des stupéfiants estime à environ 3200 tonnes la production de l'Afghanistan, ce qui en fait le producteur le plus important du monde. Une grande partie de l'opium est actuellement transformée dans des laboratoires en Afghanistan et passe vers la Russie au nord via les républiques de l'Asie C

Arménie - Le cessez-le-feu déclaré en mai n'a pas été violé. L'inflation rapide et la dépréciation de la monnaie locale (Drams) entraînent un appauvrissement généralisé - le gouvernement estime à 88% la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. L'aide humanitaire se concentre sur le maintien de l'approvisionnement de blé et de farine de blé au programme étatique de pain, les distributions directes aux réfugiés et aux "vulnérables sur le plan social" et la fourniture de médicaments et de lait en poudre pour les bébés. La plupart de l'aide alimentaire provient au pays via le port de Poti en Géorgie. Les principaux bailleurs de fonds sont ECHO, les Etats membres de l'UE, les Etats-Unis et PAM. Le HCR et la Croix rouge arménienne jouent un rôle très important dans les distributions définitives.

Azerbaïdjan - Le cessez-le-feu de mai permet aux personnes déplacées à l'intérieur du pays de regagner leur domicile et aux organisations internationales d'établir leurs programmes dans la zone.

Géorgie - Le Conseil de sécurité de l'ONU a préconisé l'augmentation du contingent international en Géorgie afin de suivre l'accord de paix entre le gouvernement et les autorités abkhazes. La présence continue de troupes géorgiennes dans la vallée de Kodori provoque des tensions accrues à l'instar de la décision précipitée des gouvernements russe et géorgien de rapatrier en Abkhazie 20.000 à 30.000 personnes déplacées sur le plan interne. Le gouvernement annonce des augmentations massives de prix, de 28,570% pour le pain rationné par l'Etat et de 60.000% pour l'électricité, alors que les salaires minimaux augmentent que de 5.000%.

Tadjikistan - Fortes tensions en attendant le référendum sur la nouvelle constitution et les élections présidentielles à la fin du mois de

septembre. Explosion à l'aéroport de Douchanbe et combats intenses dans la vallée de Garmet et la zone de Tavildara, ce qui s'associe à une mauvaise récolte et des importations insuffisantes pour provoquer une aggravation marquée des pénuries alimentaires. Les perspectives de disponibilité alimentaire pour l'hiver semblent sombres et les organisations internationales multiplient leurs plans d'importation et de distribution.

Irak : La situation économique globale continue à se détériorer à cause des problèmes de financement des importations indispensables et de la disponibilité limitée de produits et de pièces détachées. Pendant les douze derniers mois, les prix alimentaires ont augmenté de plus de 400% dans le centre et le sud et de environ 90% dans les gouvernorats du nord. Une enquête auprès des ménages menée par des consultants OFDA/ODA indique une baisse spectaculaire du niveau de vie et un nombre croissant d'indigents et de groupes vulnérables.

Europe

Ex-Yugoslavie - L'optimisme de l'été qui a vu Sarajevo retrouver un semblant de normalité s'est progressivement effrité. La frustration occidentale devant l'absence de progrès lors des discussions de paix à Genève s'est associée à une plus grande disponibilité de la FORPRONU à déployer des attaques aériennes de l'OTAN contre les Serbes bosniaques pour limiter le déplacement des convois et accroître la pression des Serbes bosniaques sur Sarajevo, y compris l'interruption des services de base à la ville et l'augmentation de l'activité des tireurs isolés. Afin d'exercer des pressions sur les parties, notamment les Serbes bosniaques, pour qu'elles acceptent une résolution du conflit, le Conseil de sécurité de l'ONU a menacé de lever l'embargo sur les armes actuellement imposé sur le gouvernement bosniaque tout en retirant la FORPRONU. Le Secrétaire général de l'ONU a approuvé un plan de retrait qui s'échelonne sur deux mois et nécessiterait le déploiement de forces onusiennes supplémentaires afin de couvrir la retraite. Un tel scénario entraînerait probablement la reprise des hostilités de grande envergure entre les forces du gouvernement bosniaque et les Serbes bosniaques, mais contrairement à 1993 les premières seraient mieux armées et relativement plus fortes. Les conséquences d'un tel scénario pour les organisations humanitaires intervenant actuellement dans le cadre FORPRONU/HCR seraient graves.

Sources: Groupe afghan des organisations britanniques - Mise à jour politique, octobre 1994; DHA - Genève, Rapport de situation; Perspectives alimentaires FAO, septembre 1994; RNIS No 6. (Bulletin du Système d'information sur l'état nutritionnel des réfugiés); PAM, Rapports hebdomadaires partélex; Africa Confidential; USAID Système d'alerte précoce.

Stages de Formation

La Gestion du Stress au Cours des Opérations Humanitaires (The Management of Stress in Humanitarian Work), 27-31 mars 1995, Refugee Studies Programme, Oxford.

Ce stage de formation de cinq jours vise à aider les agents humanitaires à comprendre comment prendre soin d'eux-mêmes et de

leur famille et soutenir leurs collègues et/ou personnel de façon efficace. Le stage traite du stress cumulatif, des situations critiques et des traumatismes, de l'intervention lors de crises, de la prévention et de la gestion du stress et de la gestion des incidents critiques.

Le Droit des Réfugiés (The Law of Refugees), 20-21 mai 1995, Refugee Studies Programme, Oxford.

Ce stage (pendant le week-end) sur la portée de la définition de réfugié

donnera aux participants la possibilité, par un mélange de conférences et d'exercices de groupes de travail, de s'attaquer aux difficultés de l'application des normes légales dans le contexte de scénarios factuels basés sur des revendications réelles de réfugiés.

Se renseigner auprès de: The Education Unit, Refugee Studies Programme, QEH, University of Oxford, 21 St Giles, Oxford OX1 3LA, Royaume Uni. Tel: (44 865) 270 723.

Amélioration de l'Efficacité Personnelle dans les Opérations d'Aide Humanitaire (Enhancing Personal Effectiveness in Humanitarian Relief Work), 11-13 mai 1995, International Health Exchange et RedR, Bristol.

Ce stage de trois jours sur place vise à donner aux agents humanitaires la possibilité d'améliorer leur aptitude à demeurer efficace dans leurs capacités

professionnelle et personnelle lorsqu'ils doivent faire face aux défis caractéristiques des opérations humanitaires.

Se renseigner auprès de: Anita Ademoye, International Health Exchange, The Africa Centre, 38 King Street, Londres WC2E 8JT, Royaume Uni.
Tel: (44 171) 836 5833.

Santé dans les Opérations de Secours, 8-26 mai 1995 à Budapest; 19 juin-7 juillet 1995 à Genève; 6-24 novembre 1995 à Bangkok, Comité international de la Croix Rouge, Faculté de Médecine de l'Université de Genève et Organisation Mondiale de la Santé.

Le but de ce stage est de former du personnel de santé expérimenté qui sera peut-être appelé à répondre à des situations de crises; à développer une approche commune permettant une meilleure coordination de programmes entre les différentes organisations humanitaires intervenantes; à sélectionner des méthodes d'évaluation adaptées à une situation d'urgence spécifique et à stimuler la recherche dans ce domaine particulier; et à prévoir une éventuelle continuation des projets d'assistance immédiats dans les programmes de développement.

Ce stage comprend huit domaines en corrélation qui couvrent la plupart des activités entreprises lors de situations d'urgence.

Se renseigner auprès de: Comité international de la Croix Rouge, Division Médicale, HELP.95 - Genève, 19 avenue de la Paix, 1202 Genève, Suisse.
Tel: (41 22) 730 2810.

Conférences

Se renseigner auprès de: Maja Povrzanovi, IREF, Kralja Zvonimira 7, PO Box 287, 41000 Zagreb, Croatie. Tel/fax: (38) 5 41440880.

Prochaines Conférences

Séminaire international sur les Catastrophes, l'Environnement et le Développement, 9-12 décembre 1994 - Delhi - Inde.

Se renseigner auprès de: Dr R.B. Singh (Président), Department of Geography, Delhi School of Economics, University of Delhi, Delhi 110007, Inde.

Education et Formation pour les Réfugiés et Personnes Déplacées - 3-8 avril 1995 - Kampala - Ouganda.

Cette conférence internationale examinera les différents aspects de l'éducation et de la formation, et en particulier: la formation professionnelle, l'éducation pour les filles, l'éducation pour les adultes, les facteurs sociaux et psychologiques, et la formation rapide de professeurs.

Se renseigner auprès de: Barry Sesnan, PO Box 9802, Kampala, Ouganda. Tel/fax: (256) 41 541562.

La Guerre, l'Exile et la Vie de Tous les Jours - 30 mars - 1 avril 1995, Zagreb, Croatie.

Cette conférence portera sur les différents problèmes des réfugiés et personnes déplacées en général et examinera les différentes façons scientifiques et pratiques - de les résoudre.

Le Troisième Congrès Mondial sur le Stress, les Traumatismes et les Moyens de Survie concernant les Professions de Services d'Urgence - 19-23 avril 1995 - Baltimore - Maryland - Etats Unis.

Se renseigner auprès de: International Critical Incident Stress Foundation, 5018 Dorsey Hall Drive, Suite 104, Ellicott City, Maryland

21042, Etats Unis.
Tel: (1) 410 7304311.

Compte Rendu de Conférences

Conférence Mondiale sur la Réduction des Catastrophes Naturelles, 23-27 mai 1994, Yokohama, Japon.

Cette conférence a accueilli 2000 participants et a présenté un nombre considérable de documents. La double édition spéciale de mai-août de STOP Disasters, N° 19-20 comporte :

- L'Ebauche de la stratégie de Yokohama et le Plan d'actions en vue d'un monde plus sûr: Lignes directrices pour la prévention, la préparation et l'atténuation de catastrophes naturelles ;

- Résumés des Comités Techniques sur :

Les communautés vulnérables
La construction de bâtiments résistants aux risques naturels
L'impact des sinistres sur les sociétés modernes
La corrélation entre les risques technologiques et naturels
Les aspects économiques de la réduction des sinistres pour le développement durable
Les systèmes d'alerte
La gestion des sécheresses

Un rapport complet sur la conférence comprenant des résumés sur l'ensemble des séances a été préparé par le Secrétariat du IDNDR en vue d'une publication future par un éditeur.

Pour plus de renseignements, contacter :

Secrétariat du IDNDR
Palais des Nations
1211 Genève 10 - Suisse
Tel: (41 22) 798 8400
Fax: (41 22) 733 8695

Conférence Mondiale PARINAC, 6-9 juin 1994, Oslo, Norvège.

Après 12 mois de consultations régionales, le processus de Partenariat HCR/CVA en Action s'est achevé à Oslo. La conférence a rassemblé 182 ONG de 83 pays différents. Le Plan d'Action final adopté lors de la conférence comprend 134 recommandations sur :

La protection
Les personnes déplacées dans leur pays
Les réponses aux urgences
Le continuum Secours-Développement
Le partenariat

Pour plus de renseignements, contacter :

Santiago Romero-Perez

Section de Liaison ONG
HCR - PO Box 2500
1211 Genève 2 Dépôt - Suisse
Tel: (41 22) 739 8193
Fax: (41 22) 739 8779

Conflit, Développement et Intervention Militaire: Rôle, Positions et Expériences des ONG, 8-9 avril 1994, Bruxelles.

Organisée par le Comité de Liaison des ONG/CE.

300 participants ont assisté à la conférence, représentant des ONG, la Commission, ECHO, le monde politique, militaire et académique et des journalistes. Les séances plénières ont inclus des études de cas (Somalie, Cambodge, ex-Yougoslavie et Haïti) et les quatre ateliers ont porté sur :

Les principes justifiant une intervention
Les intervenants institutionnels sont-ils efficaces ?
Les moyens nécessaires pour une action plus efficace
Les actions non-gouvernementales

Un rapport de 63 pages sur la conférence, comprenant une vue d'ensemble de quatre pages et les principaux points présentés par les conférenciers au cours des différentes séances, peut être obtenu (300 Francs belges) auprès de :

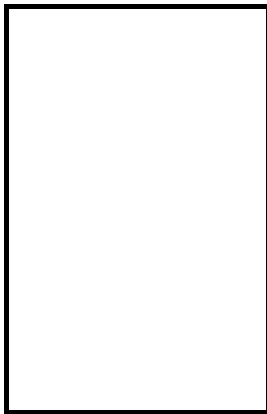
Comité de Liaison ONG-CE
Square Ambiorix 10
B-1040 Bruxelles - Belgique
Tel: (32) 2/736 4087 - Fax: (32) 2/732 1934
E-mail: clong.gn.apc.org

Publications

La crise ou la transition de l'aide étrangère?

Les aspects politiques du règlement des conflits ethniques: étude de cas des conflits ethniques de longue durée, édité par John McGarry et Brendan O'Leary, 1993, Routledge, Londres et New York, 321 pages, Prix £12.95.

Une excellente introduction au sujet des conflits ethniques et des moyens potentiels de les prévenir ou de les "régler". D'intérêt particulier pour les membres du réseau seront les contributions de René Lemarchand sur le Burundi, Dominic Lieven et John McGarry sur l'Union soviétique et ses Etats successeurs, George Schöpflin sur la Yougoslavie et Gurharpal Singh sur le Pendjab. Les études concernant le Canada, l'Irlande du Nord, l'Espagne et la Belgique constituent des rappels fascinants et opportuns du fait que les conflits ethniques ne se limitent pas à l'Afrique, à l'Europe Orientale et à l'ex-Union Soviétique.



La fin de la Guerre froide aurait-elle provoqué une crise de l'aide officielle, déjà assaillie par des compressions budgétaires, la mise en question de son efficacité et la soi-disante "fatigue des bailleurs de fonds"? Ou bien les problèmes sont-elles spécifiques à quelques bailleurs de fonds, tandis que d'autres prennent de l'avance avec des politiques plus constructives, un appui public plus fort et plus large et les programmes plus importants? Ce rapport spécial évalue la situation actuelle dans onze des principaux pays bailleurs de fonds plus l'Union européenne et examine le rôle futur de l'aide étran-

Introduction

La coopération développement au Canada

L'aide étrangère au Danemark

L'Union européenne: modification fondamentale sans

Le paradoxe de l'aide française

La politique d'aide allemande

La politique étrangère et de coopération au développement de l'Italie

L'aide japonaise officielle au développement

Gestion des crises dans le développement international hollandais

Norvège: tendances des volumes et priorités d'aide

L'aide suédoise au développement: renforcer la sécurité humaine sur le plan mondial

L'aide du Royaume-Uni pendant les années 1980

L'aide étrangère des Etats-Unis: faire face aux nouveaux

Conclusions et recommandations de politique

Introduction: le règlement macro-politique des conflits ethniques

Les réponses canadiennes au conflit ethnique: souveraineté-association, fédéralisme et contrôle

Conflit ethnique en Union Soviétique et ses états successeurs

Conflit ethnique en Inde: étude de cas du Peundjab

Malaisie, hégémonie politique malaise et le "souveraineté-association par la force"

Endiguement ou règlement? L'approche britannique au conflit ethnique en Irlande du Nord

Le Burundien perspective comparative: les dimensions des dissensions ethniques

L'essor et la chute de la Yougoslavie

Espagne: nationalisme périphérique et réponse étatique

Afrique du Sud: l'ouverture de l'esprit d'apartheid

Equilibre et conflit ethnique au Fidji

Belgique: la variabilité des relations ethniques

Bibliographie des publications récentes concernant l'aide en transition

Lignes directrices pour les organisations d'aide en matière d'atténuation des sinistres

Destiné aux responsables de politiques et gestionnaires de projets des 21 organisations bailleurs de fonds représentées au sein du CAD, ces lignes directrices visent à les sensibiliser aux menaces que présentent les risques naturels dans les pays en voie de développement (sécheresse, inondations, cyclones tropicaux, tremblements de terre, tsunamis et éruptions volcaniques) et à la gamme de dispositions permettant de réduire leur impact. Le texte (préparé par le Coordinateur RSR) a été approuvé par un groupe de travail de représentants des bailleurs de fonds et a été largement diffusé parmi les organisations bailleurs de fonds. Présente un tour d'horizon utile des types et caractéristiques des risques principaux et un résumé critique des statistiques disponibles sur les sinistres.

Introduction

Termes et concepts

Dispositions d'organisation et de procédures au sein des organisations d'aide

L'atténuation des sinistres au niveau d'un pays : approches

L'atténuation des sinistres au niveau d'un pays : techniques spécifiques

Annexe 1 : Risques naturels et sinistres : types et caractéristiques

Annexe 2 : Les conséquences des sinistres

Annexe 3 : Les statistiques sur les sinistres

Annexe 4 : Documentation sélectionnée

Suivre la trace des familles : les pratiques qui marchent

Ce livre très complet rassemble des expériences récentes de efforts pour suivre la trace des familles et passe en revue cinq des programmes de SCF-G Ben Angola, l'Éthiopie, Libéria, Mozambique et Ouganda. Il ne s'agit pas d'un manuel normatif, car il reconnaît la nécessité d'adapter les programmes d'identification, documentation, dépistage et réunification (IDDR) aux contextes spécifiques. Il constitue plutôt un rassemblement d'idées, de principes et d'expériences susceptibles d'être adaptés et utilisés de façon souple dans des situations actuelles et futures, mettant l'accent sur les meilleures méthodes de sauvegarder les intérêts de l'enfant concerné. Il met en exergue l'importance de valuer à tout moment l'intérêt de l'enfant et de considérer les enfants dans le contexte de leurs familles et communautés.

Introduction

Le dépistage dans le passé

C'est quoi IDDR ?

L'identification

La documentation

Le dépistage

Le placement

Les réussites et les enseignements

Le personnel et la formation

La politique et les partenariats

Le développement